

drais exposer maintenant ce qu'a fait cette industrie pour aider au mouvement d'immigration. Au cours de la dernière saison, 3,000 Hollandais et Belges ont travaillé dans les champs de betteraves du comté de Kent; quand ils ne sont pas occupés dans ces champs, quelques-uns s'adonnent à la culture du tabac, d'autres font de la culture mixte. Toute cette main-d'œuvre est d'une aide sensible à la production. Quatre cents Hollandais et Belges sont établis maintenant sur leurs propres fermes. Voilà quelques années, la compagnie qui exploite les betteraves à sucre a dû défrayer le passage de ces immigrants, qui sont arrivés au pays sans le sou. Ils sont économes, possèdent leurs propres terres, toutes bien cultivées et en excellent état; ces gens deviennent d'excellents citoyens canadiens.

Quant à l'établissement de Petrolia, on a dû cesser les travaux de construction, après avoir dépensé plusieurs centaines de mille dollars, parce que le Gouvernement a frappé le sucre de betterave d'un impôt d'accise en 1922, et a supprimé cet impôt en 1923, y substituant une réduction deux fois plus considérable du tarif protecteur. Cet abaissement a eu pour conséquence d'assurer aux fabricants du sucre de canne une protection un peu plus forte qu'auparavant, mais de diminuer de 50c. par tonne la protection accordée aux producteurs de betteraves. Je ne suis pas le défenseur attiré de cette compagnie, mais elle a travaillé pour le bien du pays: elle a fait venir au Canada tous ces immigrants et elle a placé sur les terres 400 Hollandais et Belges.

Pendant que je parle de la protection, je veux dire un mot de l'industrie lainière au Canada. En conséquence des décisions de ce ministère, un grand nombre de nos fabriques de lainage ont dû soudain fermer leurs portes. On peut fort bien se demander quelle industrie est en sûreté. Et en fin de compte à quoi se résumait cette réduction sur les tissus de laine? Dans la fabrique de Chatham, qui a dû cesser ses opérations, cet abaissement du tarif comportait une réduction de moins de 24c. la verge sur les tissus, soit moins de \$1 sur un pardessus. Ceci s'applique également, je pense, à d'autres filatures qui ont fermé leurs portes et, à cause de ce dollar additionnel, tout le monde a dû souffrir; les complets et les paletots coûtent aussi cher aujourd'hui qu'autrefois, et des milliers d'hommes sont sans emploi. Ces paroles peuvent sembler injustes et elles exigent une simple explication. Je désire attirer l'attention sur ce qui s'est passé aux Etats-Unis relativement à l'industrie des lainages. M. Fordney, auteur du fameux tarif de ce nom, l'homme qui a imposé un droit de 42c. par boisseau

contre l'entrée du blé canadien aux Etats-Unis, s'est aperçu que les manufacturiers de lainages étaient en danger à cause de l'importation des produits étrangers. Il dit: "Nous avons le genre de vie le plus élevé du monde, et nous n'en permettrons pas l'abaissement en permettant l'importation des produits à bon marché des autres pays." Alors M. Fordney a élevé le tarif à 100 p. 100 et les filatures américaines sont aujourd'hui en pleine exploitation.

Passons maintenant à l'explication que j'ai promise. J'ai dit que des milliers d'employés des filatures sont sans emploi. Je devrais dire qu'ils sont sans emploi au Canada. Un grand nombre de ces gens sont partis pour les Etats-Unis où ils ont obtenu de l'emploi dans les filatures suffisamment protégées de ce pays; ils travaillent ailleurs, c'est tout. On pourrait répondre que certaines filatures sont en exploitation au Canada. Quelques-unes peut-être tiennent bon dans l'espoir que le parti conservateur sera bientôt au pouvoir. D'autres continuent leurs opérations pour la forme, non pour des profits.

On m'a dit que la filature de Simcoe est une de celles qui poursuivent leurs opérations, mais je dirai que le gérant de cette filature est mort récemment. La tâche de maintenir une filature en exploitation dans ce pays aujourd'hui est assez lourde pour tuer le manufacturier le plus solide. Au cours de la dernière campagne électorale, l'honorable G. N. Gordon, candidat malheureux aux dernières élections, demandait à l'un des plus gros exploitants de filatures de ne faire aucune propagande en faveur des filatures; il lui disait: "Nous réglerons fort bien votre cas." Cette promesse était absolument inutile, car le Gouvernement avait déjà réglé le cas des filatures, mais malheureusement au lieu de "fort bien" c'était "fort mal". Ce même candidat devait être ministre de l'Immigration dans le nouveau cabinet. Je fus très surpris un jour de lire les discours du premier ministre, prononcés dans les provinces des Prairies; il demandait l'appui des libéraux contre les progressistes. Il déclarait également qu'il allait choisir son ministre de l'Immigration dans cette partie du pays. J'ignorais ce que signifiaient ses paroles, puisqu'il avait déjà un ministre de l'Immigration, mais je songeai ensuite que ce n'était pas l'immigration qu'il avait en vue, mais bien l'émigration. Il voulait un ministre de l'Immigration à Montréal ou à Halifax pour compter les immigrants à l'arrivée, et un ministre de l'émigration à Windsor ou à Niagara-Falls pour les compter à la sortie; ce dernier, je pense, serait le plus occupé des deux.